

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°336 – VENDREDI 3 NOVEMBRE 2017

LE POIVRIER

Sissi respecte les lois... qu'il a dictées.
Il mérite bien quelques rafales. ●

AGENDA MILITANT

→ 10-11 novembre

Annonay [Portraits de vie](#)

→ 16 novembre

France [Journée d'action intersyndicale](#)

→ 16-17 novembre

Lyon ["Institutionnalisation du syndicalisme"](#)

→ 18 novembre

Paris [Le souffle d'Octobre 17 \(3\)](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Démocratie**

["La participation seule ne fait pas démocratie."](#)

Sophie Wahnich

→ **Monde**



[La bombe et nous](#)

→ **Video**

[Le président doit exiger](#)

[la libération de Salah Hamouri](#), Elsa Lefort
[Europe et souveraineté populaire](#), Roger Martelli

Face à la violence d'État : mondialité

Le gouvernement réactionnaire espagnol a de nouveau choisi la répression et la provocation en bafouant le Parlement catalan, en poursuivant le Président et en arrêtant huit des membres du gouvernement de la Région catalane, après avoir d'abord lancé sa police contre les citoyens et arrêté deux dirigeants indépendantistes.

On ne peut certes ignorer le caractère hétérogène des autonomistes et des indépendantistes, la diversité de leurs motivations : repli identitaire chez les uns, revendication légitime du droit à l'autodétermination chez d'autres, et chez d'autres encore exigence de justice sociale et d'égalité politique face au régime espagnol néolibéral, austéritaire. Mais il est clair que les refus réitérés d'un référendum, les atteintes successives à l'autonomie de la Catalogne ont contribué non à unifier mais à renforcer la revendication indépendantiste. Le statut de 2006, hérité d'un texte de 1932 annulé par la dictature franquiste, a été amputé d'articles importants en 2010, alors que l'actuel Premier ministre, Mariano Rajoy, était déjà porteur du recours contre l'autonomie. La réaction a de la suite dans les idées. Et l'Union européenne penche de ce côté en condamnant les Catalans qui affirment leur droit à l'autodétermination.

Le combat continue, dans un état de crise extrême, pour refonder le statut d'autonomie de la Catalogne et l'égalité des régions espagnoles. Mais il faut aussi replacer la question de la souveraineté populaire dans un monde mondialisé, la souveraineté des peuples dont le présent et l'avenir ne peuvent plus être la juxtaposition de micro-territoires, la fermeture politique sur de nouvelles frontières, la concurrence économique. Il s'agit bien, à chaque échelle de territoire en lutte, de poser l'exigence d'égalité dans la coopération, la reconnaissance et le brassage des cultures, l'émancipation de chaque composante de la planète au bénéfice de toutes : catalane, corse... et - peut-être surtout - palestinienne, sahraouis, rohjava. Edouard Glissant appelle cela « la mondialité ». À construire.

● Michèle Kiintz



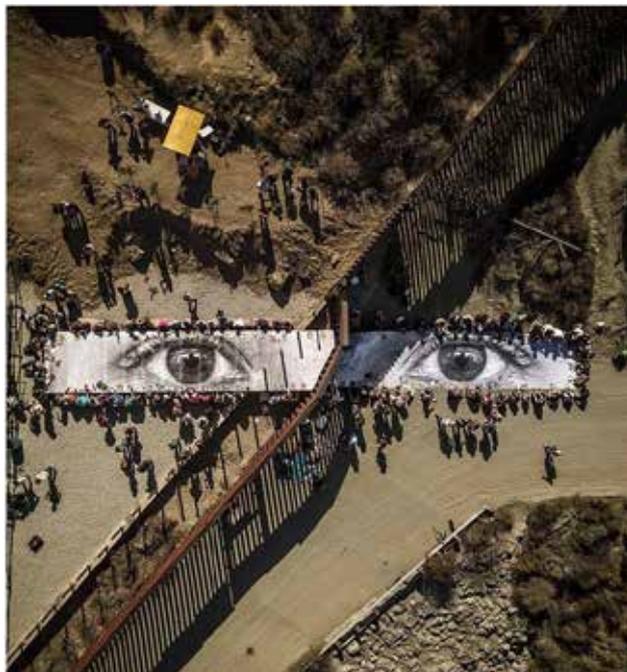
Ça continue. Après une nouvelle attaque terroriste ce mardi (huit morts et de nombreux blessés, à New York), Donald Trump s'est empressé d'annoncer un énième renforcement du contrôle de l'entrée des étrangers dans le pays. Au cours des derniers mois, la liste des pays à risques a ainsi changé à plusieurs reprises, jusqu'au retrait récent du Soudan et de l'Irak et à l'inscription du Tchad et de la Corée du Nord. Tandis que le Président américain clamait « *Nous ne devons pas permettre à l'État Islamique de revenir ou d'entrer dans notre pays après les avoir défaits au Moyen-Orient et ailleurs* », les médias américains révélaient que le suspect, détenteur d'une carte verte, séjourne aux États-Unis depuis 2010.



Prévenus. Un rapport publié par l'Institute of International Finance (IIF), l'association qui regroupe les plus grandes

Fraternité contre haine.

Une installation de l'artiste français JR à Tecate (Baja Californie) avec en fin de montage un pique nique de part et d'autres du mur qui sépare le Mexique des USA.



institutions financières mondiales, estime que la dette mondiale représente aujourd'hui 324 % du PIB mondial. Aux États-Unis, la dette des ménages a dépassé son précédent record de 2008, atteignant 70 % du PIB. Ces constats convergent avec le point de vue du Fonds monétaire international (FMI), qui alerte en ces termes : « *Si rien ne change, nous allons revivre la crise de 2008* ». Et de souligner la possibilité qu'une remontée rapide des taux d'intérêt aboutisse à un recul de la production mondiale, avec un éclatement des bulles spéculatives. La cata, quoi !

Complot et fric. Pour renverser le régime de Bachar Al Assad, le Qatar et d'autres monarchies du Golfe ont soutenu des groupes djihadistes, dont la frange syrienne d'Al Qaïda, avec l'aval

Image de la semaine

des États-Unis et de la Turquie. C'est l'ex-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Hamad Bin Jassim al Thani, qui vient de l'affirmer lors d'un entretien à la BBC. Pour déstabiliser le régime syrien, 137 milliards de dollars par le Qatar auraient été dépensés en paiement de mercenaires et armements sophistiqués. À part ça, les États-Unis et la Turquie sont des adversaires résolus du terrorisme.

Fric et complot. L'ancien directeur de campagne de Trump, Paul Manafort, est ciblé par le FBI, au titre de 12 (!) chefs d'inculpation, dont celui de complot contre les États-Unis. En cause, une nouvelle fois, les liens des proches du candidat républicain avec les autorités russes lors de la dernière campagne présidentielle. Outre la question de l'ingérence russe dans l'élection, Manafort est mis en cause pour des contrats mirobolants non déclarés avec des hommes d'affaires proches de Vladimir Poutine.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, Philippe Stierlin

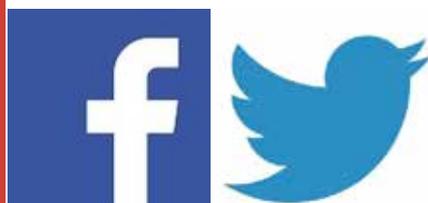
Chroniqueurs : Francis Combes, Catherine Destom-Bottin, Sylvie Larue, Patricia Latour, Stéphane Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte, Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net



MEDIAPART



Cadeaux. Alors que l'Assemblée nationale vient de voter la suppression de l'ISF et que, dans tous les domaines, le

gouvernement casse les aides sociales et les politiques de solidarité, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, dont bénéficient les entreprises) se porte au mieux. Il représentera en 2018 plus de 21 milliards de manque à gagner pour le budget de l'État. La promesse initiale était que ce cadeau stimulerait le maintien et la création d'emplois, grâce à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. En fait, non seulement les effets sur l'emploi sont considérés comme quasi nuls, mais les mêmes sommes investies dans l'emploi public aurait, selon les Économistes atterrés, permis de créer beaucoup plus d'emplois. Lire [ici](#).

Recul. Satisfaisant les exigences de certaines organisations de médecins hostiles à cette mesure de salubrité sanitaire, le gouvernement vient de faire voter par l'Assemblée nationale l'annulation de la généralisation du tiers payant à partir du 30 novembre, mesure prévue dans la loi Santé votée en 2016. Ainsi se trouve différée, sous couvert d'opportunités difficultés techniques, la mise en œuvre d'une des seules mesures sociales décidée pendant la présidence de François Hollande. Le renoncement aux soins pour des millions de personnes, c'est maintenant !

Dynamique. Dans une note de blog, Jean-Luc Mélenchon évoque un thème qui, à *Cerises*, nous est cher : la césure entre le social et le politique, et le besoin de renouveler profondément les modes d'actions pour qu'une alternative voit le jour. « *La forme et la tactique de résistance à la politique du gouvernement ne peut plus rester enfermée dans le "chacun de son côté". Il est plus que temps d'organiser la jonction des efforts entre le mouvement social, associatif et les forces politiques de la résistance au coup d'État social. Je prends la responsabilité de le dire haut et fort avant qu'il ne soit trop tard.* » Et d'ajouter : « *Une nouvelle fois, le dogme du "mouvement social indépendant de la politique" a montré sa limite. Je le dis parce qu'à ce rythme tous les acquis sociaux essentiels du pays vont y passer et nous aurons été cloués dans une double interdiction : interdit de critiquer "la seule politique possible" d'un côté, interdiction de discuter de l'organisation de la lutte de l'autre* ». L'intégrale est [ici](#).

Coup de torchon



La femme n'est pas l'avenir de Monsieur Finkielkraut

Les chastes oreilles de Monsieur Finkielkraut n'en finissent pas de trouver vulgaire le *hashtag* #Balancetonporc. Ce Monsieur aime en effet les bonnes manières, les mœurs d'antan, le passé reluisant. Avec lui, l'homme en viendrait à regretter le temps de l'aristocratie, des "boniches", des domestiques et des lavandières...

Monsieur Finkielkraut connaît-il la douleur, et parfois la honte, des femmes au XXI^e siècle qui ont été sexuellement harcelées, agressées, et parfois violées ? Qui ont reçu la vulgarité extrême au plus intime d'elles-mêmes et de leur corps ? Qui ont choisi le site *Balancetonporc* ou le *hashtag* #Moi aussi pour témoigner et protester, de manière le plus souvent anonyme ? Elles sont nombreuses. C'est impressionnant. Guerre picrocholine ? Leurs témoignages, parce qu'entremêlés et solidaires, ont fait changer la peur de camp. Leur indignation, parce qu'elle est sortie du cadre étrié des normes sociales, est devenue publique, voire internationale.

Bien entendu, quelques rares témoignages constituent des dénonciations nominatives. Contre les violents parfois tourne la violence. Il n'en demeure pas moins vrai qu'un nom mis sur la place publique sans enquête est un problème. Des risques d'injustice existent, qu'il va bien falloir affronter. À la fois en respectant la présomption d'innocence auquel tout individu a droit. Et en changeant la Justice pour qu'elle offre plus de possibilités aux femmes qui subissent des actes de violence d'être entendues et protégées.

À celles qui ont choisi le récit cru et la provocation en réponse à la vulgarité et à l'outrage, Monsieur Finkielkraut préfère renvoyer son élégant « *Taisez-vous !* ».

● Philippe Stierlin



Sombre. Le vendredi 10 novembre aura lieu la deuxième "journée noire des associations en France". De nombreuses actions sont prévues partout en France et, à Paris, une manifestation de la place de la Bourse (à 15 h) à la place de la République. Objectif : dénoncer la suppression des contrats aidés, décidée par le gouvernement, qui aboutit à la mise en œuvre du plus grand plan social jamais connu en France : environ 260 000 postes supprimés entre 2016 et 2018 ! + d'infos : [ici](#).

Doute. Ceux qui ont suivi de près le procès d'Abdelkader Merah, frère du

terroriste Mohamed Merah (auteur de 7 assassinats, dont trois enfants juifs en 2012), ont-ils eu, comme nous, un sentiment de malaise ? D'un côté, les parties civiles et la procureure de la République ont formulé des hypothèses, évoqué des accointances et surtout fait assaut de rhétorique au cours du procès, au lieu de démontrer l'association de malfaiteurs. De l'autre, une défense, dirigée par l'avocat Eric Dumond-Moretti, a martelé l'absence totale de preuves de l'accusation. Au total, comme l'écrit *Le Monde*, les plaidoiries de la défense « *ont soulevé plus de doutes quant à la culpabilité d'Abdelkader Merah que le réquisitoire de la veille n'avait acté de certitudes* », le dossier apparaissant « *plus fragile que jamais* ». Perpétuité ou acquittement ? Nous n'aurions pas aimé être à la place des juges profes-

Délicieux

Plaidoyer pour la politique et le nouveau communisme



Éloge de la politique, Alain Badiou
Flammarion, collection Café Voltaire, 2017

Ce petit livre vaut notamment pour sa formulation simple de grands sujets, à partir de cette question : qu'est-ce que la politique ? Badiou oppose à l'idée dominante selon laquelle la politique se résume à l'exercice du pouvoir d'État celle selon laquelle la politique est une question de justice et, plus précisément, un processus dont l'enjeu est l'appropriation collective de ce qui est juste. Notons que l'auteur, qui parfois réfutait l'usage du mot démocratie, le reprend ici à son compte, en se référant à l'étymologie du mot *demos*/le peuple, *kratos*/le pouvoir... le pouvoir du peuple donc.

Badiou enfonce le clou sur la nécessité de promouvoir un nouveau communisme, soulignant qu'il existe d'innombrables exemples qui montrent que l'on peut produire et faire société autrement que dans une logique concurrentielle et de domination. Il aborde enfin les questions de l'unité des mobilisations (pas à n'importe quel prix), de la nature des batailles à mener (pas seulement défensives, mettant à l'ordre du jour de l'affirmatif, du positif) et évoque son rapport à... Mélenchon. À ses yeux, l'enjeu principal de la période est de faire partager la conviction de la possibilité d'une autre voie que celle mortifère suivie par l'Humanité aujourd'hui.

● G.A.

sionnels... À l'heure où nous bouclons *Cerises*, nous apprenons qu'A. Merah a été condamné à 20 ans de prison pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, mais aussi que la complicité dans les tueries commises par son frère n'a pas été retenue.



Disparition. Jacques Sauvageot, qui fut en 1968 une des figures de la révolte étudiante, est décédé le 28 octobre à la suite d'un accident de la circulation. À quelques mois du cinquantième anniversaire des événements, citons ses propos de 1998 en réponse à une journaliste sur ce que représente mai 68 : « *ça c'est votre problème. (...) Je suis très frappé par le fait que c'est vous qui posez la question de savoir ce qu'il en reste alors que, normalement, c'est vous qui devriez répondre à cette question-là. C'est vous qui devriez me dire "pour moi mai 68 aujourd'hui c'est ça... est-ce que ça correspond à ce qu'a été mai 68 ?"* ». Lire la fiche du *Maitron*, le dictionnaire biographique du mouvement social, [ici](#).



Dernier métro pour la poésie ?

La Biennale internationale de la poésie 2017, qui se tient du 16 au 21 novembre, risque fort d'être la dernière. Quatorze éditions de ce festival ont fait connaître de jeunes poètes, invité des créateurs de renom. Mais de baisses de subventions en coupe définitive par le Conseil départemental du Val-de-Marne, cette promotion de la poésie semble aujourd'hui condamnée : « *C'est le résultat de l'asphyxie financière des collectivités*



locales, de la décision de l'État d'aller vers la disparition des départements et de choix faits par les élus de la majorité départementale, suite, notamment, à une campagne des élus de l'opposition de droite et du centre. » Plus sur communistesunitaires.net,

Journalisme. Au sommaire du numéro du *Monde Diplomatique* daté de novembre, une contribution de Bernard Friot, intitulée "En finir avec les luttes défensives", qui appelle à ne plus seulement s'opposer aux réformes mais à promouvoir un autre modèle : « *Comment, après quarante ans de batailles perdues parce que menées dans les termes imposés par l'adversaire, pouvons-nous continuer à réfléchir en deux temps déconnectés l'un de l'autre, celui du court terme où l'on aménage le capitalisme et celui du long terme où il aurait disparu ?* » ; un article de Sophie Boutboul sur la tendance actuelle, en France, à juger des viols dans les tribunaux correctionnels, et non dans les Cours d'assises, pour des raisons budgétaires ; un reportage de Julien Brygo sur "La révolte des domestiques en Inde"... passionnant ! Serge Halimi, directeur de la rédaction, revient par ailleurs sur la situation du *Diplo*, qui a réussi ces dernières années à gagner des abonnés et n'est plus menacé de disparition. Bonne nouvelle ! ●

Comprendre la révolution de 1917 pour en réaliser une autre

Dans son nouveau livre, le philosophe Lucien Sève s'attache à déconstruire les discours dominants à propos de Lénine et de la Révolution russe.

Court, pédagogique mais riche et éclairant... *Octobre 1917*¹ prend de front un enjeu important pour le présent. Comme s'agissant de Robespierre pour dénigrer la Révolution française, l'assimilation de Lénine à la terreur sert à condamner toute ambition transformatrice, toute révolution, aujourd'hui. En établissant une continuité entre le communisme de Marx et les crimes staliniens.

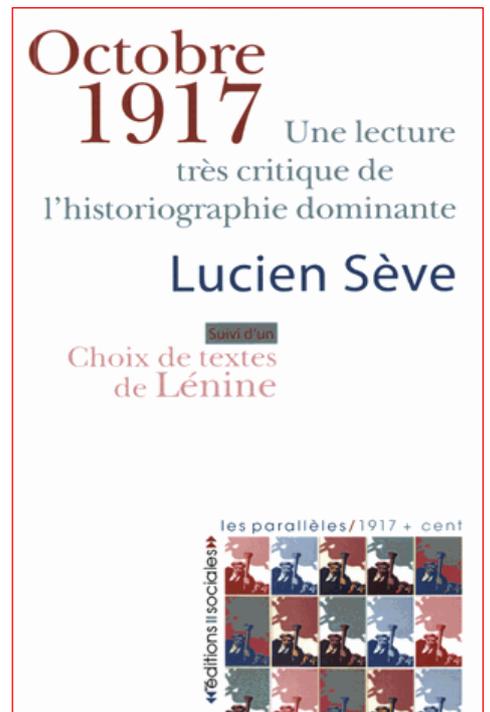
Lénine et la violence

Sève contredit des historiens faisant autorité – Hélène Carrère d'Encausse, Nicolas Werth, André Grazioni – qui, au-delà de la différence, ont en commun d'avoir affirmé que le régime bolchévique fut dès les premiers mois la mise en œuvre d'une « culture de guerre civile, marquée par un refus de tout compromis ». Pour l'auteur, il n'est pas vrai que la terreur fut l'instrument central du projet politique léniniste. Au contraire, Lénine est « foncièrement étranger au culte de la violence dont on le prétend adepte ». Et de rappeler que la Révolution russe n'est pas intervenue dans un paysage de paix (euphémisme) : ce fut une période de « violence ordinaire incessante, violence extraordinairement féroce dès les premiers temps de la révolution, violence déchaînée de la contre-révolution militairement organisée et internationalement financée ». Sève cite

Lénine : « Messieurs les capitalistes, c'est vous les coupables. Si vous n'aviez pas opposé une résistance aussi sauvage, aussi insensée, impudente et désespérée ; si vous n'aviez pas fait alliance avec la bourgeoisie du monde entier, la révolution aurait revêtu des formes plus pacifiques ». Il ne s'agit pas de nier la violence de la Révolution russe, mais de souligner que le recours à la violence fut lié au fait que les classes possédantes ne se laissent pas déposséder sans la plus féroce résistance. Ce fait là, incontestable, est souvent censuré dans le débat public.

On oublie souvent ce qu'était l'ordre ancien avec lequel la Révolution russe a permis de rompre, et on ne cite pas les transformations émancipatrices opérées entre novembre 1917 et janvier 1918.

Et, au passage, disons qu'il mériterait d'être médité pour aujourd'hui, la fuite en avant néolibérale des gouvernants ayant désormais pour pendant une dérive anti-démocratique et une répression de plus en plus assumée des insoumis de tous poils.



Dans la même veine, Lucien Sève aborde l'assimilation de la dictature du prolétariat au refus de tout compromis, au nom de la pureté révolutionnaire. D'abord, « L'emploi du mot dictature dit une violence, c'est incontestable, mais violence politique qui n'est pas de soi violence physique, violence sanglante ». Ensuite, Lénine ne fut pas inflexible, même aux moments clefs où se jouent l'avenir de la révolution. Sève cite, entre autres, la proposition faite par Lénine aux menchéviks et aux socialistes révolutionnaires de « former un gouvernement sans participation bolchévique afin d'assurer si possible "la progression pacifique de la révolution" [citée par Sève, l'expression est de Lénine, NDLR] ». Au-delà, c'est le glissement entre une révolution fondée en principe sur le pouvoir du peuple et la dictature d'un parti sur la société qui conduisit à l'échec.

1. *Octobre 1917*. Une lecture très critique de l'historiographie dominante, Lucien Sève, août 2017 Les éditions sociales, 14 € 170 p.

Les avancées de la révolution

On oublie souvent ce qu'était l'ordre ancien avec lequel la Révolution russe a permis de rompre : « *la monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités* » (Lénine). Et le plus souvent, on ne cite pas les transformations émancipatrices opérées entre novembre 1917 et janvier 1918 : « *abolition du vieux système judiciaire, séparation de l'Église et de l'État, établissement du mariage civil, octroi aux femmes de droits égaux à ceux des hommes, institution d'une orthographe simplifiée pour faciliter l'étude de la langue à des millions d'illettrés, abolition de toutes les divisions en castes (nobles, marchands, paysans) et de tous les titres et privilèges, institution de l'assurance en cas de maladie ou de chômage, établissement du contrôle ouvrier sur les entreprises, création du Conseil supérieur de l'économie nationale, nationalisation de toutes les banques privées, proclamation de l'égalité de tous les peuples de la Russie, de leur droit à disposer d'eux-mêmes jusques et y compris à la séparation et la constitution en État indépendant (...), abolition de tous les privilèges nationaux et religieux, libre développement des minorités et groupes ethniques* ». À cette liste établie par l'historien Jean Bruhat, Lucien Sève ajoute l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires envers les Juifs. Au total, « *En se refusant à considérer la grandeur de l'œuvre positive de la révolution bolchévique, on s'interdit de bien mesurer la grandeur négative de la contre-révolution qui en est l'immédiate contrepartie* ».

Entre Lénine et Staline, rupture et non continuité

Lénine ne s'est pas simplement battu, alors même qu'il était très malade, pour tenter de mettre à l'écart Staline, dont il entrevoyait le danger de la prise de pouvoir. On doit surtout prendre en compte

des conceptions et des pratiques politiques opposées. Selon Lucien Sève, Lénine a une conception « *essentiellement démocratique* » du pouvoir, il ne cesse d'argumenter, soutient un fonctionnement du parti bolchévique « *exclusivement à la conviction majoritaire* ». Pour lui, la cohésion, la fermeté et la discipline

**Outre le glissement
d'une révolution fondée
en principe sur le pouvoir
du peuple à une dictature
d'un parti sur la société,
c'est le décalage
entre l'ambition du
communisme et
« l'immaturation de
ses présupposés
fondamentaux » qui
conduisit à l'échec.**

doivent relever d'une volonté commune. Pour Lucien Sève, la différence essentielle entre Lénine et Staline concerne le rapport à l'histoire, et tout particulièrement la volonté ou non de « *forcer l'histoire elle-même* », avec des conséquences dramatiques en terme de brutalisation de la société. Ainsi, « *les grandes mesures de la politique bolchévique, la paix sans annexions, la nationalisation de la terre, le contrôle ouvrier, la séparation de l'Église et de l'État...* » ne relèvent pas d'une « *brutalisation dictatoriale de l'histoire* ». Sève souligne aussi que Lénine porta, dès qu'il put, une politique opposée à la violence exercée envers les paysans, qui s'explique par l'offensive contre-révolutionnaire, avec la mise en œuvre de la NEP, cette « nouvelle politique économique » consistant à soutenir un « *capitalisme de petite production* ». Ainsi, Lénine a « *une conscience aiguë de l'impossible en histoire, et par consé-*

quent de l'interdit » - capable d'assumer un recul en direction du capitalisme -, là où Staline imposa sa politique contre la société russe. Lucien Sève rappelle en outre que Lénine se préoccupa grandement de la dérive bureaucratique du pouvoir bolchévique.

Au lieu que la révolution soit une prise de pouvoir du peuple, c'est le pouvoir du parti sur la société qui s'est institué. Mais, plus fondamentalement, pour Sève, l'explication clef de l'échec de la Révolution russe, c'est l'immense décalage entre l'ambition d'un « *dépassement communiste de la société de classes* » et « *l'immaturation persistante de ses présupposés fondamentaux* ». Ainsi, en 1917, en l'absence d'un « *développement multilatéral de tous les individus des deux sexes, devenant capables de prendre directement en mains toutes leurs affaires sociales* » (Sève, en filiation avec Marx), la possibilité concrète d'une appropriation populaire généralisée des pouvoirs n'existait pas.

Réhabiliter oui, ressusciter non

En démontant bien des accusations lancées à l'encontre de Lénine - et en proposant un choix de textes significatifs de celui-ci -, il ne s'agit vraiment pas de considérer qu'une révolution façon 1917 serait souhaitable aujourd'hui. Au contraire, Lucien Sève souligne qu'il s'agit d'une conception politique périmée, avant d'évoquer les enjeux contemporains à affronter. Il évoque ainsi « *l'impressionnante croissance de ce qui rend possible une toute autre civilisation* », qui « *répond à l'intérêt non plus seulement d'une classe fût-ce la plus nombreuse mais de la société et de l'humanité entières* ». Pour lui, comme pour nous, « *un réformisme révolutionnaire de l'immense majorité* » est plus que jamais possible.



● Gilles Alfonsi

Faire un pas côté

Une nouvelle journée d'action contre la loi travail XXL et les réformes à venir du gouvernement Macron est prévue le 16 novembre prochain. L'unité syndicale qui peine à se construire s'élargit cependant. FO secoué par sa base militante rejoint le mouvement, la CGT et Solidaires le poursuivent, rejoints par la FSU qui met dans le pot commun la question de la sélection à l'université. Si l'objectif est de gagner, la question de l'unité syndicale est un point d'appui. Mais la succession de journées d'action risque de d'épuiser les forces militantes, d'accentuer le doute sur l'efficacité de telles mobilisations. On peut toujours se rassurer en se disant que Macron le paiera bien un jour mais ce n'est pas très porteur.

Depuis plus de 30 ans les luttes qui se développent sont des luttes défensives et il faut remonter à 2006 et les mobilisations contre le CPE pour retrouver une unité d'action qui fait reculer le gouvernement Chirac.

L'action est incontournable. L'unité aussi. Mais agir suppose d'avoir une idée claire sur ses objectifs et encore plus agir ensemble même si les chemins pour y parvenir peuvent être divers. Faisons un pas de côté.

Donner de la force aux luttes sociales ne suppose-t'il pas d'opposer à la cohérence du Macronisme un projet alternatif cohérent ?

On va s'engueuler, diront certains, et ce n'est pas comme ça qu'on va construire de l'unité. Faisons au contraire l'hypothèse que d'aborder les questions de fond peut contribuer à construire de l'unité.

Plusieurs expériences vécues montrent que les attentes existent.

La FSU Bretagne organise à la rentrée un stage syndical de 2 jours dont le thème est ni plus ni moins : dépasser le syndicalisme défensif et construire les alternatives. Sont traités au cours de ce stage des sujets comme le travail, le rapport du social au politique les enjeux climatiques. Le stage est un succès, la

FSU a dû refuser des inscriptions. Deuxième expérience. Dépassant son champ habituel d'action, le SNEP 35 décide de participer à l'organisation d'un tournoi sportif avec les migrants et leurs soutiens qui occupent un gymnase à Rennes et décide d'en informer tous les professeurs d'EPS du département. Cela en dit long sur les possibilités d'agir au delà de son champ d'action habituel. Troisième expérience. Le collectif des Jours heureux de Rennes qui rassemble plusieurs organisations - ACE Attac, FSU, CGT- a organisé des projections débats avec des films militants comme *La*

Sociale de Gilles Péret. Chaque débat est l'occasion d'aborder des enjeux de société. Plusieurs milliers de personnes connaissent et participent à ces projections débat. L'idée chemine d'avoir une expression commune sous forme d'un 4 pages sur la Sécurité sociale et son projet lié au principe «Chacun participe à la hauteur de ces moyens et reçoit en fonction de ses besoins».

Bien sûr tout cela ne fait pas projet politique commun mais montre que des possibilités existent pour y travailler.

**Donner de la force
aux luttes sociales
ne suppose-t'il pas
d'opposer à la cohérence
du Macronisme un projet
alternatif cohérent ?
Faisons l'hypothèse que
d'aborder les questions
de fond peut contribuer
à construire de l'unité.**

● Sylvie Larue



Réinventer la courtoisie



La grossièreté et la brutalité d'une société... dans une société qui, depuis plusieurs siècles, se flattait de son sens de l'élégance, de ses traditions de courtoisie, de la légèreté de son esprit et de la qualité de sa culture.

Selon un récent sondage, plus de 50 % des femmes en France disent avoir été victimes de harcèlement. Le mot "harcèlement" désigne normalement des faits qui se répètent de manière intentionnelle. L'étymologie du mot vient de la herse (harceler s'écrivait autrefois "herseler") par comparaison avec les dents de la herse qui retournent la terre. C'est un mot fort. En l'occurrence, il désigne des faits qui peuvent aller du geste ou du propos déplacé à l'agression sexuelle caractérisée. Il faudrait donc sans doute y regarder de plus près ; mais le fait est que la plupart des femmes, ici et aujourd'hui, disent avoir été confrontées à ce genre de comportement, et pas qu'une fois.

La chose est-elle plus fréquente qu'hier ? Difficile à dire en l'absence d'éléments de comparaison. Est-ce la chose qui s'est aggravée, ou la conscience de son anormalité qui a progressé ? Ce n'est pas le premier phénomène de société à poser ce type de problème... Mais le fait est là.

Qu'elles en sont les raisons ? La "nature humaine" et plus précisément masculine ne saurait tout expliquer, la plupart des hommes n'agissant pas ainsi. La référence rituelle au "patriarcat" n'explique pas non plus grand-chose. Il convient d'interroger les causes actuelles de la grossièreté et de la brutalité dans une société qui, depuis plusieurs siècles, se flattait de son sens de l'élégance, de ses traditions de courtoisie, de la légèreté de son esprit et de la qualité de sa culture.

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Il y a, d'abord, le sentiment de toute puissance que confèrent à certains le pouvoir et l'argent (qu'ils soient personnages publics, patrons ou petits voyous...). Qu'ils profitent de leur position dominante

pour imposer un droit de cuissage rend leur comportement d'autant plus inacceptable. Il y a aussi le mépris organisé envers les femmes qu'expriment l'inégalité des salaires, dans l'accès aux responsabilités, ou devant l'embauche ("risques" de grossesse, etc.) ; le retour sur scène des conceptions les plus réactionnaires, liées aux religions ; l'inculture systématiquement cultivée par le monde actuel, le modèle "moral" d'une société fondée sur la consommation, l'égoïsme, la guerre de tous contre tous... Il suffit de voir le comportement des automobilistes en ville ou même la nature des échanges sur Facebook pour se rendre compte qu'il existe une forte tendance à la grossièreté et à la violence verbale. La formule « *Balance ton porc* » répond d'ailleurs à la grossièreté par la grossièreté. D'où sans doute son écho...

Que les bouches s'ouvrent est bon et nécessaire, mais pour quoi faire ? Engager une guerre des sexes ou promouvoir l'égalité et la solidarité ?

Le risque existe aujourd'hui qu'au sexisme machiste s'oppose une forme de néo-puritanisme à l'américaine, un "*politically correct*" dénué de tout humour. Un ami chef d'orchestre nous racontait récemment le cas d'un de ses collègues, pianiste canadien, interpellé par la police et interrogé longuement, à Los Angeles, parce qu'il avait tapoté l'épaule d'une femme assise devant lui pour lui demander de se taire pendant un concert. Geste assimilé à une agression. Un reportage télévisé confirmait qu'aux États-Unis, il est fortement déconseillé d'avoir des contacts physiques, par exemple de se faire la bise, sur le lieu de travail. Dans ce cas la politesse, nécessaire à la vie en société, prend la forme de l'indifférence affichée ; on ne se touche pas et on ne se regarde même pas. Nous n'en sommes

pas là ? Lors du rassemblement, Place de la République, un manifestant interviewé jugeait que chaque homme avait sa part de responsabilité dans le harcèlement, car, lui-même, il lui arrivait, disait-il de « *trop regarder les femmes* » !

Une tendance existe qui pousse vers une société asexuée de la neutralité généralisée. Celle-ci est aux antipodes de la “société érotique” dont rêvaient beaucoup de jeunes et certains penseurs marxistes passés par la psychanalyse, dans les années soixante-dix (de Marcuse à Bernard Muldworf ; aussi différents et parfois opposés fussent-ils).

Nous devrions défendre une autre façon de voir, issue de l'histoire longue et complexe des relations entre sexes dans un pays comme le nôtre.

À plusieurs reprises en effet, dans le passé, un mouvement s'est développé dans la société pour lutter contre la grossièreté. Au XII^e siècle, à l'époque des Croisades, l'amour courtois a fait passer au second plan les valeurs guerrières pour placer l'honneur et la chevalerie dans le service de la Dame et de l'Amour. Ce qui n'empêchait pas les mêmes de troussez les femmes du peuple sans trop de ménagement... Mais on ne saurait nier le progrès que ce fut dans l'expression du désir et le raffinement des mœurs.

Au XVII^e siècle, après les trente-cinq ans d'horreur des guerres de religion, les salons des précieuses et précieux ont repris ce flambeau. La Carte du Tendre s'imposant de préférence aux cartes d'état-major... On a sans doute trop moqué (Molière compris) ce mouvement qui a joué un rôle si important dans l'accès des femmes à la vie sociale, à la “conversation”, mais aussi au savoir et à l'écriture...

Il y a à dire de ce point de vue sur la tradition française de la galanterie. Lors de débats récents que nous avons eus autour du livre sur Kollontai¹, nous avons été frappés par le retour de cette question. Pour certains et certaines, le féminisme supposerait de rompre avec la galanterie. Comme si laisser retomber la porte sur le nez d'une femme était un signe de progrès dans la voie de l'égalité... Bien sûr, la galanterie est ambivalente et non dénuée de sexisme. La galanterie des hommes envers les

femmes suppose que celles-ci constituent un sexe plus faible, pour lequel il faut avoir des égards. Le vocabulaire trahit cette dissymétrie sociale dans le traitement des sexes. Il paraissait bon qu'un homme fût galant, alors qu'une “femme galante” était une femme de mœurs légères... Mais la galanterie était d'abord une façon d'imposer aux hommes de la retenue quand ils pénétraient dans la ruelle d'une dame. Parfois, cela pouvait relever du néo-platonisme, de la pudibonderie religieuse à l'égard de la sexualité et du plaisir. Parfois cela fit au contraire bon ménage avec le libertinage. Toujours est-il que les mœurs en ont été changées.

En termes modernes, influencés par la psychanalyse, on pourrait dire que la latence imposée au désir est un grand facteur de civilisation, elle pousse à la sublimation... Mais le refoulement et la répression durables de ce désir (masculin comme féminin) créent des névroses... Elle est une cause de frustration, de dépression et de violence.

Que les bouches s'ouvrent est bon et nécessaire, mais pour quoi faire ? Engager une guerre des sexes ou promouvoir l'égalité et la solidarité ?

Dans la galanterie, le désir est domestiqué mais pas nié. Elle est d'ailleurs pour les hommes un moyen de séduction non dénué d'artifice. Montesquieu disait : « *Le désir de plaire produit la galanterie qui n'est point l'amour, mais le délicat, mais le léger, mais le perpétuel mensonge de l'amour* » Il ne faut pas oublier que “galant” vient du vieux verbe “galer”, s'amuser. Il y a une part de jeu, de convention, une distance légèrement érotisée et souvent teintée d'humour, qui entre dans ce théâtre social.

Aujourd'hui, serait-il illégitime d'essayer de se rendre plus aimable ? Ne serait-ce pas un impératif auquel beaucoup devraient s'appliquer ? Il faudrait inventer non seulement une politesse, mais une courtoisie nouvelle, une nouvelle galanterie qui pourraient être le fait de tout individu, qu'il soit homme ou femme, et quelle que soit ses préférences et penchants, quitte à inverser parfois les rôles, comme dans l'amour. La galanterie nouvelle supposerait que sans renoncer à se faire aimer, on fasse preuve de tact envers l'autre, en le regardant comme un être humain et non une proie potentielle.

Et au-delà, il faudrait inventer, comme y ont invité les poètes, un nouvel amour, celui de l'égalité dans la différence.

1. Alexandra Kollontai, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, Le Temps des Cerises, 2017

